

MESSAGE DE KADER ARIF
MINISTRE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE
DE LA DEFENSE,
CHARGE DES ANCIENS COMBATTANTS.
Journée nationale à la mémoire des victimes
des crimes racistes et antisémites de l'Etat
français et d'hommage aux « Justes »
de France
22 juillet 2012

1942 fut sans doute l'année la plus sombre de la seconde guerre mondiale. La pieuvre nazie s'étendait sur l'Europe, le régime de Vichy s'identifiait dans la collaboration, la politique anti-juive basculait dans la négation de l'autre.

Dans cette seule année, 43 convois acheminèrent plus de 41 000 juifs vers les camps d'extermination, plus de la moitié des 76 000 déportés depuis la France.

C'était l'aboutissement d'un processus qui avait commencé par la mise à l'écart des citoyens juifs

de la vie publique, la confiscation de leurs biens et par l'infamie de l'étoile jaune. Il ne restait plus qu'à organiser leur départ, de manière massive, vers les camps de la mort. Ce fut l'objet des rafles. Commencées en août 1941 à Paris et étendues à tout le pays, zone occupée comme zone dite « libre » à l'été 1942.

Ces matins où le réveil n'est plus une ode chaque jour renouvelé à la vie.

Ces matins où les portes saccagées, les immeubles réveillés dans la fureur des voix et des ordres, où les bagages bouclés à la hâte s'accompagnent des pleurs des enfants. Des êtres humains que l'on rassemble pour les mener sur le chemin de l'horreur.

Le 27 mars dernier, à Drancy et à Compiègne, des cérémonies ont commémoré le départ du premier convoi qui transporta 1 112 Juifs vers le camp d'Auschwitz.

Aujourd'hui, c'est la grande rafle du Vel d'Hiv des 16 et 17 juillet, à Paris, emblématique de toutes les autres, que nous évoquons. Images terribles de policiers français participant à l'arrestation de familles entières, d'autobus bondés, de gradins surchargés dans le vélodrome d'hiver qui devient un camp d'internement.

13 152 arrestations furent opérées ces jours-là. Seule une vingtaine de rescapés ont revu Paris. Pas un seul des 4 105 enfants.

Cela se passait il y a soixante-dix ans. La durée d'une vie humaine. Il y a encore parmi nous des témoins de ces événements. Écoutons-les. Entendons-les.

Car nous devons nous souvenir du temps où la France, patrie des droits de l'Homme, se reniait en écrivant une des pages les plus honteuses de son histoire. Cette journée nationale, instituée en 1993, le jour anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv,

témoigne de la volonté de la France de ne pas oublier.

Mais s'il y eut une France de la honte et de l'ignominie, la honte d'une administration et d'une police française se mettant au service d'une idéologie inacceptable, il y eut aussi le sursaut et le courage de ceux qui refusèrent. Car, face à cette tragédie, des Français de toutes confessions et opinions, individuellement ou collectivement, ont apporté une aide matérielle, un soutien moral, à des familles privées de tout, les ont cachées, ont favorisé leur fuite et redonné espoir en l'humanité. Ils sauvèrent ainsi un grand nombre de ceux qui étaient menacés dans leur existence même. Il est important que la mémoire de ces « Justes » soit rappelée en même temps que nous rendons hommage aux déportés.

Parce que nous devons tirer les leçons de notre propre histoire. Il est nécessaire aujourd'hui de poursuivre notre travail de mémoire. En premier lieu, ces enfants, ces femmes et ces hommes qui

n'avaient comme seul tort que d'être juifs et furent les victimes de la Shoah. Mais notre mémoire collective est aussi marquée par la souffrance de ces tziganes, de ces humanistes, de ces homosexuels, en fait de tout ceux qui ont été victimes de la barbarie nazie car ils étaient eux.

Commémorer répond alors à une double nécessité. Il faut rendre hommage aux disparus et entendre la voix de ces morts sans sépulture. Mais aussi se faire un devoir de porter, au quotidien sans faiblesse, un message de tolérance, de fraternité et d'humanité.

Parce qu'elle sait les souffrances qu'elle a endurées, parce qu'elle est consciente que les heures sombres de notre Histoire sont autant d'avertissement pour son avenir, la Nation française a le devoir de transmettre aux générations futures l'exigence de l'idéal républicain. Notre liberté est à ce prix.

Kader ARIF